

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/77

G/SCM/W/86

11 octobre 1995

(95-3002)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LES COMMUNAUTES EUROPEENNES¹ AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 29 septembre 1995.

Veillez trouver ci-joint les questions présentées par écrit par l'Australie en vue de l'examen des législations auquel doivent procéder le Comité des pratiques antidumping et le Comité des subventions et des mesures compensatoires à leur prochaine réunion.

Législation relative aux droits antidumping (G/ADP/N/1/EEC/1)

1. L'article 2.10 d) prévoit seulement un ajustement quand il existe différents stades commerciaux sur le marché intérieur du pays exportateur. Les autorités de la CE tiendront-elles dûment compte des différences dans les niveaux commerciaux qui affectent la comparabilité des prix mais qui n'existent pas sur le marché intérieur du pays exportateur, comme il est demandé à l'article 2.4 de l'Accord antidumping?
2. L'article 3.5, qui reprend les facteurs énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping sur la détermination de l'existence d'un dommage, ajoute un facteur supplémentaire: "le fait pour [une industrie] de ne pas encore avoir surmonté entièrement les effets de pratiques passées de dumping ou de subventionnement". Sur quelle base repose l'utilisation de ce facteur dans l'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur l'industrie communautaire?
3. L'article 4.1, dans la définition d'une "industrie communautaire", contient les termes suivants: "une proportion majeure au sens de l'article 5, paragraphe 4, de la production communautaire totale de ces produits". Toutefois, l'article 5.4 ne définit pas explicitement les termes "proportion majeure" mais précise plutôt quelle proportion de la production de l'"industrie communautaire" soutenant une demande est suffisante pour qu'une enquête soit ouverte. Comment la CE détermine-t-elle ce qu'est une "industrie communautaire" à la fois pour définir l'appui apporté à la demande et pour évaluer le dommage?
4. Conformément à l'article 4.3, des droits peuvent être institués pour l'ensemble de la Communauté. Le droit constitutionnel de la CE interdit-il de ne percevoir de droits que sur les produits

¹G/ADP/N/1/EEC/1 et G/SCM/N/1/EEC/1.

destinés à la consommation dans la zone en question, comme il est prévu à l'article 4.2 de l'Accord antidumping? (Il faut noter que le règlement de la CE notifié au Comité des sauvegardes (G/SG/N/1/EEC/1) prévoyait l'application de mesures dans une ou plusieurs régions de la CE si ces mesures étaient plus appropriées (article 18).)

5. Le critère utilisé pour définir un volume négligeable, qui est indiqué à l'article 5.7 et dont il est question à l'article 9.3, diffère de la définition du volume négligeable donnée à l'article 5.8 de l'Accord antidumping (les seuils sont différents; ils se rapportent à la consommation intérieure et non aux importations; et ils semblent s'appliquer à la totalité des importations plutôt qu'aux importations faisant l'objet d'un dumping). Les conditions énoncées dans le règlement seront ou ne seront pas compatibles avec l'Accord antidumping selon les cas. Comment la CE fera-t-elle en sorte que son approche soit compatible avec l'Accord antidumping?

6. L'article 9.1 dispose que "[l]orsque la plainte est retirée, la procédure doit être close, à moins que cette clôture ne soit pas dans l'intérêt de la Communauté". Dans quelles circonstances une enquête pourrait-elle se poursuivre même si l'industrie communautaire qui a présenté la plainte ne souhaite pas qu'elle se poursuive?

7. Bien que les articles 5.7 et 9.3 établissent des seuils, en volume, le règlement ne semble pas prévoir explicitement que l'enquête, une fois ouverte, sera close s'il est déterminé que le volume des importations faisant l'objet d'un dumping est inférieur aux volumes indiqués à l'article 5.7. Y aura-t-il clôture automatique de l'enquête en pareil cas?

8. L'article 9.3 précise les volumes d'importation pour lesquels "le préjudice est normalement considéré comme négligeable". Y aurait-il des cas dans lesquels le préjudice ne serait pas considéré comme négligeable, même si les volumes répondent aux conditions de l'article 5.7, autres que s'il était déterminé que le volume potentiel des importations faisant l'objet d'un dumping n'est pas négligeable?

9. A l'article 9.3, quelles sont les implications du membre de phrase "restent soumis à la procédure"?

10. Conformément à l'article 10.2, un droit provisoire peut être définitivement perçu si "les faits définitivement constatés indiquent l'existence d'un dumping et d'un préjudice, ... indépendamment de la question de savoir si un droit antidumping définitif doit être institué". Les faits doivent-ils aussi montrer l'existence d'un lien de causalité? En l'absence de droit antidumping définitif (et donc en cas de non-application de l'article 10.3), existe-t-il une limite fixée par le règlement au montant des droits définitivement perçus, outre le fait que ces droits ne doivent pas être plus élevés que le droit provisoire imposé initialement?

11. L'article 13 définit les circonstances dans lesquelles il est possible d'élargir la portée des droits antidumping pour les appliquer à des pays qui ne font pas l'objet de l'enquête et à des produits qui ne sont pas des produits similaires à ceux pour lesquels les mesures sont en vigueur. S'agit-il de droits antidumping au sens de l'article VI du GATT et de l'Accord antidumping? Si c'est le cas, quelle est la justification de cet élargissement?

12. Quelles dispositions spéciales concernant les règles d'origine aux fins de l'adoption de pratiques antidumping sont envisagées au titre de l'article 14.3?

13. La CE pourrait-elle préciser le champ d'application de l'article 20 sur l'information des parties? L'article 20.1 dispose qu'il est possible de demander des informations concernant l'imposition de mesures

provisaires alors que l'article 12.2 de l'Accord antidumping exige la publication d'un avis au public (et éventuellement d'un rapport distinct) donnant des explications détaillées. La CE envisage-t-elle quelque chose de plus détaillé? En ce qui concerne l'article 20.2, l'article 6.9 de l'Accord antidumping impose à la CE d'informer toutes les parties intéressées et pas seulement celles qui en font la demande à temps. Dans la dernière phrase de l'article 20.4, il est question de faits et considérations différents qui doivent être "communiqués dès que possible". S'agit-il d'une étape qui précède la décision finale ou cela fait-il simplement référence à l'avis au public ou au rapport concernant la détermination finale?

Législation relative aux droits compensateurs (G/SCM/N/1/EEC/1)

14. Conformément à l'article 4.1, "le montant de la subvention passible de mesures compensatoires est ... calculé en termes d'avantage conféré au bénéficiaire". Le règlement tient-il compte des avantages découlant de subventions accordées en amont?

15. L'article 4 dispose que "[l]e montant de la subvention passible de mesures compensatoires est ... calculé en termes d'avantage ... tel que constaté et déterminé pour la période d'enquête". Que ferait la CE dans une situation où la subvention cesserait d'être accordée après la période d'enquête mais avant la détermination finale, si aucune subvention passible de mesures compensatoires n'était accordée, ou si un nouveau programme de subventions était appliqué?

16. Les critères utilisés pour définir un volume négligeable, indiqués à l'article 11.4, s'appliquent-ils à tous les pays en développement ou seulement à ceux qui sont Membres de l'OMC, conformément à l'article 27.10 b) de l'Accord sur les subventions?

17. L'article 11.6 dispose que "[l]e montant du droit compensateur ne doit pas excéder le montant des subventions passibles de mesures compensatoires ... dont il a été constaté que les exportateurs tirent un avantage". Est-il nécessaire en conséquence d'évaluer si un exportateur a effectivement tiré un avantage de la subvention?